

PALESTINE INFO



Hébron • Lobby israélien • Elections en Israël • Zones libres d'apartheid
Motion anti-BDS en Allemagne

Edito

Dans le numéro précédent de notre journal il y avait déjà un article traitant des stratégies des organisations de lobby sionistes et nous reprenons encore ce thème dans ce numéro. Les arguments de ces organisations et leur compréhension du droit trouvent trop souvent un terrain fertile. Les médias ne font guère de reportages critiques sur la politique israélienne, sur les violations du droit international dont Israël est responsable et sur la situation désolante des Palestiniens. Les publications solidaires sont confrontées à un dilemme: quel aspect traiter alors que toute la réalité palestinienne est en réalité marquée par une injustice criante? Avec une contribution sur Hébron, nous nous concentrons cette fois sur les efforts des acteurs locaux pour contrer le processus d'expulsion et de destruction dans la vieille ville avec des stratégies de développement ciblées.

La prétendue préoccupation au sujet des incidents et des attitudes antisémites constitue une porte d'entrée pour les médias amis d'Israël, mais aussi pour les gouvernements et les partis politiques. Le droit de défendre les droits fondamentaux est escamoté de manière de plus en plus irréfutable. Israël ne reçoit pas seulement le soutien de gouvernements et de partis de droite du monde entier. Les sociaux-démocrates, les Verts et d'autres partis de gauche peuvent être tentés de capituler devant les intérêts sionistes. Cela menace non seulement les droits fondamentaux des Palestiniens, mais aussi les principes d'égalité et de liberté et le droit à la résistance politique contre les situations d'injustice en général. Il est d'autant plus important que les voix de tous les courageux militants et des organisations des droits humains ne se laissent pas bâillonner et continuent à défendre les valeurs universelles.

Vous trouverez un peu de tout cela dans ce numéro!

Photo de couverture: Des bâtiments historiques de la vieille ville d'Hébron voués à la dégradation.

Brèves

Compilées par la rédaction

#DeactivateAirbnb



• En avril, la plateforme de location d'appartements de vacances Airbnb a cédé aux pressions politiques et est revenue sur sa décision de décembre dernier: elle avait alors décidé d'exclure les offres de location dans les colonies israéliennes implantées en violation du droit international. Suite à ce revirement, plus de 20 000 personnes ont supprimé leur compte Airbnb. Cette action concertée visait à protester contre la complicité avec la politique de colonisation israélienne. Exemples sur Twitter et Facebook sous le hashtag #DeactivateAirbnb.

<https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/airbnb-protest-west-bank-palestine-israel-occupation-listings-a8914116.html>

Protestations contre l'Eurovision de la chanson

• Une pétition internationale et plusieurs pétitions régionales ont recueilli plus de 130 000 signatures de protestation contre l'organisation du concours Eurovision de la chanson à Tel-Aviv. Les signatures ont été remises à l'Union européenne de radio-télévision (UER) à Genève le 7 mai dernier, par des militant·e·s de BDS Suisse. Il y a également eu des protestations sous forme de concerts organisés dans l'État espagnol, en Angleterre et en Grèce, ainsi que des soirées Eurovision alternatives dans toute l'Europe. Pendant la finale de l'Eurovision, les réseaux sociaux ont diffusé l'événement en ligne Globalvision, auquel ont participé un grand nombre de musicien·ne·s et solidaires. L'Eurovision elle-même a été marquée par des messages politiques: les textes de la chanteuse Madonna, qui s'est produite en tant qu'invitée, pouvaient être interprétés comme critiques envers Israël, et le groupe islandais Hatari a brandi des drapeaux palestiniens devant les caméras pendant le vote. La télévision suisse romande a commenté ces actions, évoquant également l'appel au boycott du concours, mais la chaîne suisse alémanique SRF est restée silencieuse: «No politics – just fun».

www.facebook.com/WatchGlobalvision/ nosongforapartheid.wordpress.com/2019/05/07/petitionsuebergabe/



Eurovision Concours de la chanson à Tel Aviv. (Photo: via Social Media)

Le tram des colonies pourrait dérailler

• Mi-mai, le groupe français Alstom a confirmé qu'il ne participerait plus à l'extension de la ligne de tram reliant les colonies de Cisjordanie à Jérusalem. Selon les partenaires israéliens du projet, cette décision est due aux préoccupations concernant les violations des droits humains et du droit international associées au projet. Peu après, un consortium grec retirait également sa participation à l'appel d'offres. Sur les sept entreprises qui avaient soumis des offres, il n'en reste que deux: la société espagnole CAF et le groupe industriel chinois CRRC. Les syndicats demandent maintenant à CAF de se retirer également.

electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/israels-settler-railway-could-be-going-nowhere-fast
www.etun-palestine.org/site/2019/02/04/caf-rejects-tender-for-jerusalem-railway/

La santé mentale préoccupante des enfants de Gaza

• Une étude publiée par le Conseil norvégien pour les réfugiés fin février 2019 a étudié la santé mentale des enfants en âge scolaire à Gaza. Elle constate que deux tiers des enfants qui vivent près du mur qui les sépare d'Israël présentent des signes de stress post-traumatique. Parmi les facteurs de stress psychologique, les enfants et les adolescents évoquent en particulier les explosions à proximité et les images récurrentes de la guerre dans les médias. Depuis le début de la Marche du retour, il y a un an, les enfants et les jeunes ont également été témoins des violences faites aux manifestants. Ils sont nombreux à avoir eux-même subi ces violences: entre mars et décembre 2018, 1642 enfants et jeunes ont été blessés, et 34 ont perdu la vie. 54% des enfants et des jeunes interrogés ont déclaré n'avoir aucun espoir pour l'avenir. 81% ont de la peine à se concentrer sur leurs études scolaires. Selon l'UNICEF, environ 25 000 enfants et jeunes de Gaza auraient besoin d'un soutien psychologique pour surmonter les traumatismes liés à la violence.

www.nrc.no/news/2019/march-gaza-childrens-mental-health-rapidly-deteriorating/

Justice complice

• La Cour suprême d'Israël a statué sur des milliers d'ordonnances de destruction de maisons palestiniennes et sur leur mise en œuvre. Ses décisions témoignent du fait que la Cour suprême estime appropriée et légale la politique d'urbanisation et d'expulsion appliquée par l'État d'Israël. Quand elle donne tort aux autorités israéliennes, ce n'est généralement que pour vice de procédure. Les demandes de permis de construire ne sont jamais traitées sur le fond. Telle est la conclusion d'un rapport intitulé Fake Justice, pu-

blié en février 2019 par l'organisation israélienne de défense des droits humains B'Tselem.

www.btselem.org/publications/summaries/201902_fake_justice



Un juge fédéral bloque une loi anti-BDS au Texas

• Un juge fédéral du Texas (USA) a statué en avril 2019 que le boycott de biens israéliens est une affaire personnelle et ne doit pas être contrôlé par l'État. L'État du Texas voulait inclure une clause sur BDS dans tous ses contrats avec des fournisseurs et des entreprises, pour les empêcher de participer au boycott.

electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/federal-judge-blocks-anti-bds-law-texas

Qui diabolise les autres ?

• Dans son blog, le journaliste et avocat américain Glenn Greenwald dénonce la campagne de diffamation contre la députée démocrate musulmane Ilhan Omar, pour ses déclarations critiques à l'égard d'Israël. Il relève que les membres du Congrès américain ne sont pas tous jugés selon les mêmes critères (<https://interc.pt/2H2nNgQ>). L'accusation d'antisémitisme a également été reprise par les médias suisses. Dans un article intitulé «La diabolisation tolérée d'Israël», le quotidien Basler Zeitung accuse Ilhan Omar de défendre le «point de vue

scandaleux» selon lequel «Israël serait un Etat d'apartheid». Toute critique envers Israël semble être l'œuvre du diable...

BDS-Bilan

• Sous le titre «BDS – Comment un mouvement non-violent controversé a transformé le débat israélo-palestinien», Nathan Thrall a publié en août 2018 dans le *Guardian* britannique un bilan intéressant sur le mouvement BDS, cela 13 ans après son lancement. Nathan Thrall est analyste à l'International Crisis Group à Jérusalem. Vous pourrez en trouver la traduction française en cliquant sur le lien suivant: www.aurdip.org/bds-comment-un-mouvement-non.html?lang=fr

Le boycott culturel est efficace

• Selon un document confidentiel du Creative Community for Peace, une émanation déguisée de l'organisation de lobbying américaine StandWithUs, les boycotts culturels sont en constante augmentation et prennent des voies innovantes. Tous les travailleurs culturels ne déclarent pas que leur refus de se produire en Israël est politiquement motivé, mais le rapport note néanmoins une nette augmentation du «boycott silencieux». Vous pouvez écouter et lire le document sur <https://tinyurl.com/yad7ezuv>



Lors de la manifestation devant le Bundestag allemand (voir p. 15 à 16)

Point focal d'Hébron

Martina Guggenbühl

Hébron, l'une des plus anciennes cités au monde ayant été habitées en permanence, s'efforce de préserver son riche patrimoine culturel et de revitaliser sa vieille ville. L'obstacle le plus important est que la population arabe autochtone est déplacée par l'occupation israélienne et les colons national-religieux extrémistes.



Point de contrôle (checkpoint) entre H1 et H2.

Hébron, ville dynamique de plus de 200 000 habitants, mérite une visite. La ville était déjà mentionnée au III^e millénaire avant J.-C. et les musulmans, les juifs et les chrétiens vénèrent les Tombeaux des Patriarches situés dans la vieille ville. En 2017, le centre historique de la ville a été classé au patrimoine mondial de l'UNESCO et inscrit sur la liste rouge des sites en danger. Cette décision souligne la valeur des bâtiments érigés sous les Mameloukes entre le XIII^e et le XV^e siècle. Cependant, la vie dans la vieille ville historique et une partie du patrimoine architectural sont menacées par les colons israéliens.

Le Comité de réhabilitation d'Hébron (HRC, voir www.hebronrc.ps/index.php/en/), fondé par l'Autorité palestinienne (AP) en 1996 dans le cadre des accords d'Oslo, est à la pointe des efforts visant à préserver la structure bâtie et le fonctionnement de la

communauté palestinienne. En 1999 et 2014, sous la pression de la situation politique, une stratégie globale a été élaborée pour la préservation et la revitalisation de la vieille ville. Il faut dire que depuis 1967, la vie à Hébron est marquée par la colonisation israélienne qui se déroule sous la protection de l'occupant. En dehors de Jérusalem, c'est à Hébron que se focalise ce que les Israélien-ne-s appellent la «judaïsation», soit une tentative délibérée de chasser la population autochtone palestinienne qui y vit et de la remplacer entièrement ou le plus possible par des habitant-e-s juifs/juives.

Colons extrémistes

Revenons en arrière: Avec le début de l'occupation militaire en 1967, une longue phase d'extrême tension a commencé. Le caractère répressif de l'administration militaire israélienne

et la colonisation agressive par des colons radicaux se renforcent réciproquement. En 1968, un groupe de 30 Juifs israéliens avait répondu à l'appel du rabbin fondamentaliste Moshe Levinger pour célébrer la Pâque déguisés en touristes dans le Park Hotel au centre d'Hébron, avec l'intention de rester définitivement dans la ville. Le gouvernement israélien avait d'abord ordonné leur évacuation, mais avait ensuite accepté de les réinstaller dans la base militaire de Kiryat Arba' à proximité immédiate de la vieille ville. La première colonie juive sur le territoire palestinien occupé a ainsi vu le jour avec la bénédiction du gouvernement, qui était alors dirigé par le Parti travailliste.

Des colons religieux extrémistes se sont graduellement installés dans la vieille ville d'Hébron, et sont devenus de plus en plus nombreux. En 1972, 20 familles juives occupaient illégalement des maisons palestiniennes, affirmant vouloir rétablir l'ancienne présence d'une minorité juive à Hébron, et ce malgré le fait que les anciens habitant-e-s juifs/juives se soient distancés de cette stratégie des colons. A ce jour, le nombre de colons juifs est passé à environ 10 000, dont 800 vivent dans quatre complexes immobiliers ou colonies de peuplement dans la vieille ville. Beaucoup d'entre eux appartiennent à des mouvements extrémistes national-religieux tels que Gush Emunim ou aux organisations violentes d'extrême droite Kach et Kahane Chai. Baruch Goldstein, qui a tué 29 fidèles dans la mosquée d'Hébron en 1994 et en a blessé plus de 100 autres, et Jigal Amir, qui a tiré sur le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin en 1995, étaient issus de ce milieu. Ces courants ne cachent pas leur hostilité à l'égard des Arabes et leur objectif de transformer la ville à majorité arabe en une vieille ville juive, en faisant référence à un «droit» biblique qui serait le leur. Cette politique d'usurpation a le soutien des politicien-ne-s israéliens, en particulier de ceux/celles de droite.

Même si la plupart des gouvernements israéliens ne partagent pas les motivations religieuses des colons, ils

utilisent la présence de ces derniers comme avant-postes stratégiques pour la confiscation progressive des terres et des ressources palestiniennes. Ils leur offrent une assistance sous diverses formes: par la protection militaire des colons et de leurs infrastructures; par un soutien financier et logistique; par la légalisation ultérieure de l'appropriation violente des terres et des maisons palestiniennes dans un espace de non droit où les agressions des colons contre les Palestinien-ne-s sont rarement dénoncées ou condamnées. Toute la vie urbaine quotidienne de la population palestinienne est gravement entravée par la présence d'extrémistes juifs sous protection de l'armée, armée dans laquelle de nombreux colons effectuent d'ailleurs leur service militaire.

Exode de la casbah

Beaucoup de visiteurs à Hébron ont pu observer des scènes aberrantes: Par exemple, le fait que les habitant-e-s de la vieille ville doivent se protéger avec des grillages des déchets que leur jettent les colons radicaux des étages supérieurs; l'atmosphère sinistre de la vieille ville dont les magasins et les ruelles ont été bouclés par décret militaire, de sorte que certains habitants sont obligés de se déplacer sur les toits pour pouvoir quitter leurs maisons; les étals désespérément vides des quelques boutiques touristiques encore ouvertes et proposant de l'artisanat traditionnel et des souvenirs; les postes de contrôle avec des soldats lourdement armés et la présence provocatrice des colons radicaux tout aussi lourdement armés.

Cette situation a des conséquences dramatiques pour les habitants palestiniens de la ville, comme l'ont suffisamment documenté des organisations internationales et locales telles que l'ONU et des ONG. Il existe un potentiel extrême de violence, avec des attaques quasi quotidiennes contre la population palestinienne, qui ne dispose d'aucune protection ni de moyens de défense légaux.¹ A cette insécurité per-

manente s'ajoutent des restrictions massives dans la vie quotidienne en raison des rues et des commerces bloqués, des couvre-feux arbitraires et autres mesures répressives qui peuvent durer des mois et qui paralysent presque totalement la vie économique et culturelle de la casbah. Un autre problème est le fait que la puissance occupante n'entretient pas suffisamment les infrastructures, et que la population locale ne bénéficie pas d'un approvisionnement suffisant en eau et autres ressources. La situation est aggravée par le fait que l'administration militaire refuse souvent d'accorder des permis de rénovation et fait détruire des maisons que les habitants ont agrandies ou rénovées sans permis ou qui font obstacle aux projets des colons. Ceux qui en ont les moyens s'installent donc dans des quartiers plus calmes d'Hébron, ou à l'étranger. La population de la vieille ville est passée d'environ 7500 habitants au début de l'occupation à environ 1500 dans les années 1990. N'y demeurent que les plus pauvres, ceux qui n'ont pas d'autre choix.

Ville divisée

Les accords d'Oslo signés dans les années 1990, qui devaient constituer un premier pas vers une solution durable, ont prévu de transférer l'administration des agglomérations palestiniennes à l'Autorité palestinienne. A Hébron, compte tenu de la présence de colons juifs au coeur même de la population palestinienne, un statut spécial a été décidé: le Protocole d'Hébron. Ce statut divise la ville en deux zones: la partie H1, administrée par l'AP (mais où l'armée israélienne a un droit d'accès illimité), et une partie H2, plus petite, restant sous administration militaire israélienne, comprenant la vieille ville avec ses sites religieux et ses colonies israéliennes. Dans une déclaration orale, le premier ministre Rabin avait parlé

¹ Un rapport secret montre que la majorité des actes de violence à Hébron sont imputables à la partie israélienne. tinyurl.com/TIPH-Report.

de réinstaller les colons hors de la vieille ville, mais les gouvernements suivants ont exclu cette possibilité. L'ensemble du processus d'Oslo s'est arrêté après quelques années et la vie quotidienne a été marquée par l'annexion croissante des terres dans les territoires occupés et l'expansion des colonies juives en violation du droit international. Parallèlement au Protocole d'Hébron, une mission d'observation internationale (TIPH) a été mise sur pied pour protéger la population palestinienne contre les attaques de l'armée et des colons, mais son mandat ne comprend aucun moyen d'intervention. Cette année, le gouvernement israélien a refusé au TIPH l'approbation nécessaire pour le renouvellement semestriel de son mandat et les observateurs ont tous été retirés en mai 2019.

A Hébron, le mouvement des colons poursuit une stratégie à long terme pour contrôler le plus grand nombre possible de maisons palestiniennes, même si elles ne leur sont pas nécessaires immédiatement. Cela se fait souvent par le biais d'intermédiaires ou d'astuces administratives, ce qui est punissable par décret de l'OLP. Néanmoins, il est à craindre que, ne voyant pas d'avenir dans la vieille ville, certaines familles palestiniennes vendent secrètement leurs maisons. Les autorités israéliennes refusent strictement de publier des statistiques sur le nombre de maisons qui sont passées en mains d'organisations sionistes. L'autorité palestinienne n'a, quant à elle, aucun



Des colons extrémistes revendiquent pour eux/elles la ville palestinienne d'Hébron.

moyen de savoir quelles maisons ont été vendues par qui et à quel prix.

Préservation et réhabilitation

Dans ce climat de restriction de la liberté de mouvement et d'action, le Comité de Réhabilitation d'Hébron (HRC, voir www.hebronrc.ps/index.php/en/) s'efforce d'empêcher l'émigration de l'ensemble des résident·e·s palestinien·ne·s et de préserver et réhabiliter la structure bâtie. Sur la base d'un inventaire systématique du patrimoine architectural, social et économique, un concept global de réaménagement de la vieille ville a été élaboré en 1999. Des maisons sont rénovées dans la mesure du possible dans leur forme originale et modernisées en douceur, c'est-à-dire raccordées à l'eau et à l'électricité ainsi qu'au réseau d'égouts. Une partie du programme consiste à former des travailleurs qualifiés pour les importants travaux de rénovation. Les travaux de construction s'accompagnent d'un concept de repeuplement, pour lequel les propriétaires légaux doivent donner leur accord, avec toutes les clarifications sociales nécessaires. Ces nouveaux résident·e·s s'engagent à entretenir la valeur immobilière et, en retour, bénéficient gratuitement de l'électricité, de l'eau et des services de santé.

Dans un processus participatif, une nouvelle étude a été menée en 2014 pour évaluer les besoins de la population en termes d'éducation, de santé, de culture, d'infrastructures, de sécurité, de situation sociale, de communication, d'emploi, etc.² Un objectif important de cette nouvelle stratégie, à laquelle ont participé des experts de divers domaines, est d'élever le niveau social dans la vieille ville, d'offrir des services suffisants et de mieux relier économiquement et culturellement la casbah au centre d'Hébron. A cette fin, des manifestations culturelles sont organisées dans certains quartiers de la

vieille ville. En outre, le HRC offre aux résident·e·s une assistance juridique et, dans la mesure de ses moyens, une protection contre l'agression permanente des colons extrémistes et l'arbitraire des militaires. Toutefois, le travail du HRC est régulièrement affecté par des attaques et des sabotages: D'une part, les permis de rénovation sont refusés à proximité des colonies juives au prétexte de la situation sécuritaire; d'autre part, les nombreux barrages militaires rendent les travaux de construction beaucoup plus difficiles et, enfin et surtout, les employés eux-mêmes sont régulièrement victimes d'agressions ciblées. Les domaines d'activité du HRC comprennent également l'élaboration d'une documentation dans laquelle sont conservés des documents sur cette ville vieille de 1500 ans ainsi qu'un centre de recherche. Malgré toutes ces difficultés, le concept de développement urbain du HRC a visiblement amélioré la situation dans la vieille ville, permettant une réhabilitation sur le plan architectural et une revitalisation sociale et économique.

Pour les responsables du HRC, il est clair que la préservation du patrimoine culturel commun inclut également la possibilité de retour de la communauté juive qui vivait autrefois dans la vieille ville, à condition que cela se fasse sous la souveraineté des autorités locales. Jusqu'au début du XXe siècle, les quelque 1500 descendants des Juifs expulsés d'Espagne au XVe siècle vivaient en tant que communauté religieuse indépendante, politiquement et économiquement intégrée au sein d'une population majoritairement musulmane. Les tensions entre les deux groupes ethno-religieux ne sont apparues qu'au début de la colonisation sioniste de la Palestine, qui ont débouché en 1929 sur l'assassinat de 67 habitant·e·s juifs/juives. La majorité de la population juive a été protégée de la foule enflammée par ses voisin·e·s musulman·e·s et a ensuite quitté la ville. En 1931, 35 familles juives sont revenues, avant d'être évacuées par les Britanniques en 1936, après des rébellions contre les politiques sio-

nistes dans toute la Palestine. La plupart des premiers habitants juifs d'Hébron se distancient de l'attitude hostile des colons. Dans une pétition de 1996, 40 descendant·e·s de l'ancienne communauté juive avaient demandé l'évacuation des colons et certains avaient essayé de récupérer leurs anciennes maisons dans la vieille ville pour empêcher les colons de s'y établir. Toutefois, les autorités israéliennes leur refusent la possibilité de récupérer leurs anciennes propriétés.

Bien que le problème d'Hébron soit loin d'être résolu, le travail du HRC contribue à revitaliser la vieille ville et à améliorer la qualité de vie. Une difficulté importante demeure, à savoir celle de motiver davantage de jeunes hautement qualifiés à vivre dans cette partie de la ville et créer les infrastructures appropriées – des écoles aux installations médicales en passant par des loisirs et des possibilités d'emploi attrayants. Un autre point d'achoppement reste la précarité de la situation en matière de sécurité. Avec le retrait des observateurs internationaux, la situation de la population vivant à proximité immédiate des colons s'est encore détériorée, car elle est livrée sans protection aux agressions quotidiennes. Le projet de protection, lancé par un Comité local de jeunes contre les colonies de peuplement, ne peut guère s'imposer face aux colons.



Grillages pour se protéger des déchets

En fait, tout va bien pour Israël – 2

Birgit Althaler

Un reportage d'Al Jazeera, jamais diffusé par cette chaîne dévoile les méthodes utilisées par Israël et les organisations qui lui sont proches pour tenter d'influencer le débat politique aux Etats-Unis et de lutter contre la campagne BDS de boycott, désinvestissement et sanctions.¹ Deuxième partie.²



Des bagels roses, du «Girlpower» – joli décor pour camoufler les messages militaristes

Le travail avec les médias est selon Josh Block, président de The Israel Project (TIP), un élément central et le troisième pilier du lobbying, à côté de l'activité auprès du Congrès et celle des groupes de réflexion (Thinktanks). Son organisation est elle-même active dans ce domaine. Pour influencer l'information dans un sens favorable à Israël, il dispose à Jérusalem d'un centre de presse comptant une vingtaine de collaborateurs. Il offre aux journalistes des contacts privilégiés avec des personnalités importantes et propose toutes sortes de services intéressants. Grâce à son excellent réseau et à la réactivité de son équipe, TIP est souvent le premier en mesure de fournir photos, vidéos, interviews et

commentaires sur les événements d'actualité. Sur son site internet, TIP annonce fièrement offrir une information fiable et jouer un rôle déterminant sur la manière dont Israël est présenté dans les médias internationaux. Un de leur rapports internes, rédigé par le journaliste d'Al Jazeera infiltré, relève qu'en 2016 une vidéo du TIP concernant un attentat commis sur le marché de Sarona à Tel-Aviv a occupé une position dominante dans l'information occidentale. Contrairement à d'autres médias, TIP affirmait que les Palestiniens avaient fêté l'attentat. En réalité, les images publiées avaient été prises deux années plus tôt à Ramallah dans un autre contexte. L'ancien correspondant de la CNN, Jim Clancy, a

déclaré à ce sujet: «Lorsque TIP collabore avec des journalistes et leur fournit les titres et le contenu, on n'est plus dans le journalisme, mais dans la propagande».

Aux Etats-Unis, TIP fait effectuer au niveau national des enquêtes d'opinion pour déterminer quelles nouvelles ont le plus d'effet. David Hazony, rédacteur en chef de Tower Magazine édité par TIP, est parfaitement conscient que la plupart des gens acquièrent leur information en survolant les gros titres. Un groupe de collaborateurs est spécialement occupé à produire avec grand soin des manchettes puis à les compléter avec du texte. TIP produit aussi de brèves vidéos relatives aux débats politiques du moment tels que la question de l'accord nucléaire avec l'Iran. Selon Josh Block, aucun article, aussi bon soit-il, ne peut concurrencer de telles vidéos. L'opinion publique états-unienne, autrefois favorable à l'accord avec l'Iran, y est maintenant opposée.

Les médias sociaux sont un autre domaine d'influence de TIP, qui se présente comme un fournisseur de services pour les médias, lesquels reprennent à leur propre compte les contributions de TIP. De plus, TIP gère plusieurs communautés Facebook sur différents thèmes comme l'écologie, le féminisme, la santé ou le style de vie; les articles y sont inconsistants et les photos insignifiantes, mais on y glisse environ 25% d'informations concernant Israël. TIP possède un département appelé «salle de guerre» occupé à la surveillance des médias et de l'information, ainsi qu'un autre nommé «salle d'écho» dédié à répandre les points de vue de TIP dans les médias et à neutraliser les messages indésirables. Une ancienne collaboratrice raconte son malaise, lorsqu'il s'agissait d'assimiler fanatiquement les Palestiniens au terrorisme,

² tinyurl.com/hebron-old-city

¹ Le film a néanmoins trouvé une diffusion publique. Les quatre parties peuvent être consultées sur Internet. www.dailymotion.com/video/x6wisv0; .../video/x6wuiuj; .../video/x6wivtg; .../video/x6wklwn.

² La première partie a été publiée dans le Palestine Info Hiver 2018.

par exemple en diffusant un maximum d'images avec des enfants palestiniens tenant un couteau, ou lorsqu'elle s'est vue encouragée à utiliser autant que possible le terme «raciste» en relation avec des prises de position critiques envers Israël.

Parmi les déclarations indésirables, il y a celle consistant à décrire Israël comme un régime d'apartheid, après que le mouvement BDS ait lancé le débat à ce sujet. Cette caractérisation de la réalité et de la politique israéliennes menace les représentations du lobby israélien. En réponse, TIP a lancé un projet nommé «Stealing my apartheid» pour convaincre des Afro-américain·e·s de se plaindre dans les médias états-uniens que BDS leur «vole» leur histoire. Après que le mouvement des droits humains Black Lives Matter se soit officiellement rangé du côté de la campagne BDS, des lobbyistes se sont efforcés de gagner des personnalités de la communauté noire pour des prises de position contre le mouvement BDS. C'est encore l'AIPAC (un lobby pro-israélien aux Etats-Unis) qui se charge d'inviter tous frais payés des jeunes de la communauté noire à des conférences ou des voyages en Israël. Kjuri Petersen-Smith de Black Lives Matter dit à ce propos: «Ils ont peur des deux, de BDS et de Black Lives Matter. Jouer un mouvement de libération contre un autre est répugnant».

Des méthodes sans scrupule

Dans les universités également, les représentants des lobbies agissent de manière sournoise, car ils peuvent supposer que les étudiants n'apprécieraient pas de savoir pour qui ils agissent. Parmi les nombreux groupes pro-israéliens, on trouve StandWithUs et Israel on Campus Coalition (ICC). Cette dernière occupe, avec ses organisations partenaires nationales, une centaine de personnes et coordonne l'action des différents groupes. Alors qu'elle a commencé avec un budget de quelques milliers de dollars, elle est passée à 1,5 ou 2 millions, selon la fière déclaration de son directeur Jacob Baime. Pour la formation des collaborateurs/trices engagé·e·s dans

la «opposition research», la collecte de renseignements concernant les activistes, ICC s'appuie sur des sociétés de conseil professionnelles.

Bill Mullen, professeur à l'Université Purdue explique comment soudainement et simultanément plusieurs pages Facebook ont lancé contre lui des accusations de harcèlement sexuel, y compris en instrumentalisant sa propre fille. Il a compris d'où venait la manœuvre lorsqu'il a pu lire quelque part qu'il aurait encouragé une étudiante à soutenir le mouvement de solidarité avec la Palestine. Il s'agit bien de guerre psychologique lorsqu'à tout bout de champ des allégations sont publiées sur Facebook. Ce qui est «décisif» selon Baime, c'est que le matériel soit utilisé de manière «sûre et anonyme». Avec une fierté évidente, il se félicite de l'efficacité de sa méthode: «Soit ils arrêtent, soit ils investissent du temps pour réagir et faire des recherches, et c'est du temps pendant lequel ils ne peuvent pas attaquer Israël».

Un autre lobbyiste de StandWithUs est manifestement satisfait que certains followers dans les médias sociaux prennent des positions limites. Bien entendu, il ne veut pas y être associé en tant qu'organisation. Mais la frontière entre prise d'influence, manipulation, menace, diffamation et appel au meurtre est assez floue. La Canary Mission, une entité anonyme, se montre particulièrement agressive en tenant à jour sur son site internet une liste d'organisations, de professeurs et d'étudiants critiques envers Israël, en insinuant qu'ils sont financés par le terrorisme ou qu'ils lancent des appels à la destruction de l'Etat juif. De plus, Canary Mission n'hésite pas à téléphoner aux employeurs d'activistes pour exiger leur licenciement sous prétexte d'antisémitisme.

Manipulation de documents

Plusieurs exemples de manipulation technique et idéologique de matériel audio ou vidéo ont été observés sur les campus d'universités états-uniennes, qui ont souvent une

position critique envers Israël. Alors qu'une votation sur le soutien de BDS est imminente à l'Uni UC Davis, une représentante de l'Ambassade d'Israël en charge du lobbying universitaire tient un discours contre BDS tout en se faisant filmer. Puis elle quitte la salle avec une poignée de partisans. Elle fait retravailler l'extrait de la vidéo sur sa sortie spectaculaire de manière à faire croire que des cris Allahu-al-Akbar sont lancés depuis la salle. Avant même la publication des résultats de la votation, une histoire d'étudiant·e·s musulman·e·s anti-juifs est lancée sur les réseaux sociaux. Face au reporter, elle déclare qu'en sachant que le vote était perdu d'avance il s'agissait pour elle de devancer les vainqueurs et faire en sorte que sa description des événements prenne le dessus. Quelques jours plus tard, alors que des graffitis antisémites sont apparus dans les environs de l'université, cette même lobbyiste concède en privé qu'elle attribue la responsabilité pour ces graffitis à des suprématistes blancs, mais dans les médias sociaux cette action est mise sur le compte des étudiant·e·s.

L'Université du Tennessee a été victime d'une autre manipulation. Avec l'aide du Louis D. Brandeis Center for Human Rights under Law, une journaliste du journal juif The Algemeiner a établi une liste de 14 personnes ayant publié des tweets antisémites. Bien que des étudiant·e·s juifs/juives aient nié avoir été importunés, ce que savait très bien la journaliste, les tweets ont été gonflés avec le titre «Cloaque antisémite» pour en faire un problème général de racisme sur le campus et provoquer un scandale. A la lecture de cet article, des pressions ont été exercées sur les autorités de l'université et sur des politiciens de l'Etat. Le jour de la mémoire de l'Holocauste, le film «Unmarked Judeophobia», qui prétend que les musulmans ont les mêmes intentions que les nazis, soit l'extermination des Juifs, a été projeté à l'Université. Ce film, selon la professeure Helene Simreich de l'Institut des études juives, ne satisfait d'aucune manière



les standards scientifiques. Résultat de cette machination: Le Tennessee, Etat conservateur avec une forte proportion d'évangélistes, adoptait en 2015 une loi anti BDS, créant un précédent alors que des tentatives similaires étaient à en cours dans d'autres Etats.

Doutes

Pour de nombreux lobbyistes, il apparaît que la marque «Israël» est toujours plus difficile à vendre et que la jeune génération s'éloigne de plus en plus d'Israël. L'identification à Israël diminue même parmi les Juifs/Juives états-uniens alors que la critique s'accroît contre sa politique. Nombreux sont ceux et celles qui dénie aux organisations de lobbying de représenter les valeurs juives et des valeurs humaines positives en général.

Le lobby n'a pas grand-chose de concret à y opposer, il évite autant que possible le débat sur la politique israélienne et préfère user de méthodes agressives de diffamation. Il tente d'intimider les voix critiques avec du matériel anonyme et manipulé et de limiter la liberté d'expression. Les innombrables variantes d'affirmations mille fois répétées sont que la campagne BDS, considérée comme une menace centrale, de même que les critiques envers Israël, sont antisémites, antidémocratiques et encouragent la terreur et la violence.

Les Etats-Unis jouent un rôle particulier dans le soutien à Israël. Par

Le parti travailliste britannique se plie au lobby israélien

Un documentaire clandestin produit par Al-Jazeera (www.aljazeera.com/investigations/thelobby/) montre comment Israël interfère dans la politique britannique pour faire taire les voix critiques. Le parti travailliste, dont le président Jeremy Corbyn est un défenseur des droits des Palestiniens, est également attaqué. Le parti est loin de gérer avec brio ces reproches diffamatoires d'antisémitisme. Depuis que le lobby israélien l'accuse d'avoir un grave problème d'antisémitisme, plusieurs membres, dont des Juif/Juives, en ont été exclu·e·s. L'une des victimes de la campagne est Jackie Walker, militante antiraciste de gauche et partisane de Corbyn. L'écrivain et activiste écossais Jon Pullman a produit un film impressionnant – disponible en ligne – sur cette «chasse aux sorcières». Il traite des attaques dans le contexte d'un glissement général vers la droite en Europe, dans lequel la liberté d'expression des défenseurs engagés des droits humains est de plus en plus menacée. <https://witchhuntfilm.org>

SP Suisse soutient avec force une définition faible

La direction du PS Suisse veut être pionnière dans l'adhésion à la définition controversée de l'International Holocaust Remembrance Alliance (voir article dans Palestine Info d'été 2018), alors même que cette définition est faible dans son essence et problématique dans son orientation. Dans un postulat, le conseiller national Paul Rechsteiner double la démarche en préconisant l'adoption de la définition de l'IHRA par le gouvernement fédéral. Les critiques de la définition portent d'une part par sur le fait qu'elle est vague et d'autre part sur les exemples qui lui sont associés. Ces exemples impliquent notamment que même des critiques justifiées à l'égard de la politique israélienne seraient antisémites. BDS Suisse et d'autres organisations, dont la Voix juive pour la démocratie et la justice en Israël/Palestine, appellent le PS à revenir sur cette décision. Plus d'informations seront bientôt disponibles sur: www.bds-info.ch; voir aussi www.infosperber.ch/Artikel/Gesellschaft/Antisemitismus-IHRA-Definition-Paul-Rechsteiner-Postulat.

Les élections en Israël

Hanspeter Gysin

Après les élections anticipées du 9 avril 2019, Israël reste, comme on pouvait s'y attendre, entre les mains des partis de droite, annexionnistes et sionistes. Les nouvelles élections prévues en automne 2019 ne changeront probablement pas grand-chose à cette situation.¹



Source: Fondation Rosa Luxemburg.

Sur les 6,3 millions d'Israélien-ne-s ayant le droit de vote, 4,3 millions, soit 68,5 pour cent, ont participé aux élections portant sur les 120 sièges de la Knesset. La campagne électorale a été marquée par les annonces d'annexion, la diabolisation de l'Iran, et des campagnes de diffamation concernant les autres candidats aux élections, allant jusqu'à les accuser de déficits mentaux ou en utilisant des histoires scabreuses à leur propos. Sur les 41 partis inscrits, 30 se sont retirés en cours de route ou ont échoué à dépasser le seuil électoral de 3,25 pour cent. En 2014, ce seuil était de 2 pour cent mais avait été augmenté, dans l'espoir de bloquer les petits partis, dérangeants et potentiellement déstabilisants, et pour

éviter que les intérêts palestiniens soient représentés à la Knesset.

Vous trouverez une analyse détaillée des résultats des élections sur le site internet de la Fondation Rosa Luxemburg (www.rosalux.org.il/knesset-wahlen-2019/). Le parti du Likoud, fondé par Menachem Begin (ancien chef de la milice sioniste Ir-goun et premier ministre d'Israël de 1977 à 1983) puis marqué par Ariel Sharon (2001–2005) et dominé par Benjamin Netanyahu depuis 1996, a été élu par 26,46 pour cent des suffrages et a ainsi obtenu 35 sièges au Parlement. Ce taux suffit pour offrir à Netanyahu la perspective d'obtenir un cinquième mandat comme président de l'Etat juif.

Le Likoud a été concurrencé par l'alliance Bleu-blanc du général Benny Gantz, un parti qui est essentiellement dirigé par des militaires. Les médias ont désigné Gantz, un militaire défendant une ligne dure, comme faisant partie de l'opposition, mais idéologiquement il se distingue peu du chef du Likoud. Dans cette alliance il existe bien des courants qui ne veulent rien avoir à faire avec Netanyahu, mais leur position s'appuie davantage sur les accusations publiques de corruption, sur l'arrogance du chef du gouvernement et sur son manque de fermeté face à ces partenaires de coalition juifs orthodoxes, que sur la politique d'occupation ou sur le nettoyage ethnique qui prend de l'ampleur. L'alliance Bleu-Blanc n'a été créée qu'en 2019, en prévision des élections, et il est fort possible que cette coalition dirigée par Gantz, un peu bancal, se décompose bientôt. Cette alliance a récolté 26,13 pour cent des suffrages et obtient ainsi également 35 sièges. Les 14 000 voix qui ont fait défaut à Gantz face à Netanyahu s'expliquent très probablement par le soutien que Donald Trump a accordé à la campagne électorale de ce dernier, notamment en affichant son accord avec l'annexion de Jérusalem Est et du Golan syrien. Les affiches géantes étalant l'amitié entre Trump et Netanyahu placées en des points névralgiques d'Israël mettaient en évidence ce soutien.

Les deux grands partis ont été talonnés par les partis ultra-religieux Judaïsme unifié de la Torah (qui représente les Ashkénazes religieux, d'origine européenne) et Shas (représentant les Mizrahim religieux, d'origine orientale), qui ont obtenu 6 pour cent de voix et 16 sièges au total, suivis par les deux partis d'extrême-droite: Israël notre maison et l'Union des partis de droite, obtenant un total de 10 sièges, et enfin, Koulanou, issue du Likoud, qui a obtenu 4 sièges.

Les sionistes de gauche constituant Awoda (parti travailliste) et Meretz, ont obtenu, quant à eux, 10 sièges. Le parti travailliste, social-démocrate sioniste, avait subi une scission qui a débouché sur l'alliance

Bleu-blanc et a été puni par la perte de deux tiers de ses sièges.

A la droite du Likoud, les chances sont minimes

La tentative de la ministre de la Justice, Ayelet Schaked, et du ministre de l'Education, Naftali Bennet, de dépasser le Likoud sur sa droite et d'entrer au Parlement, avec le nouveau parti qu'ils ont créé, Nouvelle droite, a échoué: il lui manquait 1500 voix. Les deux politiciens avaient été des membres dirigeants du Likoud et ont par moments joué un rôle important au sein du parti annexionniste Foyer juif, avant de le quitter pour une politique encore plus radicale. Shaked est une des auteures de la loi de l'Etat-Nation, qui l'année dernière a inscrit le caractère ségrégationniste de l'Etat sioniste dans la législation. Elle a été démasquée lors de la campagne électorale, où, dans un clip vidéo² elle s'est vaporisée de parfum d'un flacon baptisé «fascisme» en déclarant qu'elle lui trouvait «l'odeur de la démocratie» («smells like democracy»). Autre déclaration devenue légendaire: que les mères dont les fils utilisent de la violence dans leur résistance contre l'occupation devraient être tuées, comme «les serpents qu'elles mettent au monde». Bennet, quant à lui, est un agent du mouvement des colons qui s'engage intensivement pour que de plus en plus de terres palestiniennes occupées soient annexées.

Moshe Feiglin, lui aussi un ancien politicien du Likoud, n'a pas non plus réussi. Avec son parti d'extrême-droite, Zehout (identité), il promet aux juifs et juives israélien-ne-s de détruire le Dôme du rocher et la mosquée Al Aksa et de les remplacer par un temple juif.

Un camp de la paix marginalisé

Les alliances qui sont en faveur d'une solution pacifique et une égalité des droits des Palestiniens, soit d'une part Balad, une alliance démocratique-nationale et la Liste arabe unie et, d'autre part, Hadash, à orien-



«Israël n'est pas l'Etat de tous ses citoyens et citoyennes ...»

Annonce de Jewish Voice for Peace (JVP), parue dans divers médias des Etats-Unis. Photo: JVP

tation communiste (Front démocratique pour la paix et l'égalité) avec le mouvement de renouveau arabe, ont obtenu ensemble 10 sièges.

Seule environ la moitié de la population non juive ayant le droit de vote s'est rendue aux urnes, mais 90 pour cent des habitant-e-s de Jérusalem Est annexée, sont exclus des élections de la Knesset. Cela s'explique certainement par le fait que la Commission électorale israélienne a exclu le parti Balad, au prétexte de la collaboration avec des terroristes, et ce jusqu'à ce que la Cour suprême lève l'interdiction, peu avant les élections. Par ailleurs, le Likoud avait posté environ 1200 observateurs/trices électoraux équipés de caméras vidéo dans des locaux électoraux fréquentés par

des Palestiniens, soit-disant afin d'éviter et, le cas échéant, de dénoncer des cas de fraude électorale.

Suite à ces élections, d'un côté 100 représentant-e-s de partis de droite et d'extrême-droite ainsi que des militaires nationalistes et de l'autre 10 sionistes de gauche, 5 représentant-e-s d'une «solution à deux Etats» et 5 représentant-e-s d'un Etat séculaire commun se font face au Parlement israélien (Knesset).

Dans une annonce provocante, l'association américaine Jewish Voice for Peace (JVP) cite Netanyahu: «Israël n'est pas l'Etat de tous ses citoyens, Israël est la nation du peuple juif, et de lui seul». La JVP a appelé à ignorer l'organisation de lobbying pro-israélienne AIPAC.

Parti	Voix	%	Sièges	+/-
Likud	1.140.370	26,46	35	+5
Kachol Lavan (Bleu et Blanc)	1.125.881	26,13	35	+24
Shas	258.275	5,99	8	+1
Judaïsme unifié de la Torah	249.049	5,78	8	+2
Chadasch-Ta'al	193.442	4,49	6	+1
Awoda	190.870	4,43	6	-12
Jisra'el Beitenu	173.004	4,01	5	±0
Union des partis de droite	159.468	3,70	5	±0
Meretz	156.473	3,63	4	-1
Koulanou	152.756	3,54	4	-6
Ra'am-Balad (Liste arabe)	143.666	3,33	4	-4
Hayemin Hehadash	138.598	3,22	-	-3
Zehout	118.031	2,74	-	-
Gescher	74.701	1,73	-	-1
26 autres listes	34.686	0,80	-	-
Votes validés	4.309.270	100	-	-
Votes invalidés et votes blancs	30.983	-	-	-
Total des voix	4.340.253	-	-	-
Electeurs/trices admissibles/ Participation	6.339.729	68,46	-	-

Source: votes21.bechirov.gov.il

¹ Au départ, des élections régulières ne devaient avoir lieu qu'en novembre 2019. Elles ont été avancées au mois d'avril en raison du conflit entre le chef du gouvernement, Benjamin Netanyahu, et le parti de l'ancien ministre de la défense d'extrême-droite Avigdor Lieberman et des fractions des juifs orthodoxes. La formation d'un gouvernement ayant échoué, de nouvelles élections anticipées sont prévues en septembre 2019. Ce développement est survenu peu avant l'impression de notre magazine et ne peut donc pas être traité dans le présent article.

Les élections d'avril tombaient à pic pour Netanyahu, la campagne électorale avançant ainsi une plainte pour corruption qui menaçait de lui tomber dessus.

² <https://youtu.be/kLlnZGj83vM>

Comprendre la politique israélienne

Lorsqu'il analyse la politique israélienne, l'activiste pour la paix David Sheen, journaliste et cinéaste vivant en Israël et né au Canada, constate que la palette des partis d'Israël est très mouvante, avec la formation continuelle de nouvelles coalitions, ce qui rend la tâche difficile. Il divise cette palette, dont en quatre courants idéologiques²:

A. les «ségrégonnistes», qui exigent deux Etats

B. les «intégrationnistes», qui peuvent s'imaginer vivre ensemble avec les Palestinien-ne-s dans un Etat

C. les «dominateurs», qui appellent de leurs vœux un Etat d'apartheid avec des privilèges pour la population juive

D. les «éliminateurs», qui veulent se débarrasser de la population palestinienne en allant au bout du nettoyage ethnique.

En comparant les résultats de sondages effectués auprès de la population juive avec des résultats des élections, il conclut que, bien qu'une majorité des juifs et des juives d'Israël s'expriment verbalement en faveur d'une solution à deux Etats, elle pose des conditions, dont que les juives et juifs bénéficient de la priorité par rapport aux Arabes, que l'Etat palestinien ne soit pas souverain, que les territoires de colonisation soient confisqués, que les personnes chassées n'aient pas de droit au retour. Et cette majorité tient naturellement à Jérusalem comme «capitale d'Israël».

Sur la base des chiffres, Sheen constate que les électrices et électeurs ayant choisi des partis visant une solution juste représentent moins de 5 pour cent. Par contre, près de 60 pour cent ont voté pour des partis qui défendent des positions voulant la ségrégation et plus de 20 pour cent ont choisi des partis qui sont pour une expulsion définitive des Palestinien-ne-s.

«Des commerces de vélos libres d'apartheid...»

par Roman Vonwil

Des campagnes visant à créer des zones exemptes d'apartheid¹ ont surgi dans de nombreux pays. Cette idée a d'abord germé il y a quelques années dans l'État espagnol. Voici un entretien avec les militant-e-s à l'origine de cette action.

En 2014, des militant-e-s provenant de différentes régions se sont réunis dans l'État espagnol² afin de discuter des stratégies actuelles du mouvement pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions (BDS). C'était peu après la fin de la guerre d'agression menée par Israël dans la bande de Gaza, une offensive qui a coûté la vie à plus de 2200 Palestinien-ne-s. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues dans l'État espagnol – tout comme dans de nombreux autres pays – pour manifester leur solidarité avec les Palestinien-ne-s et leur opposition aux actions brutales de l'armée israélienne. Dans la foulée, ces mouvements ont accru la popularité des revendications de BDS. Lors de leur réunion, les militant-e-s de ce mouvement ont constaté qu'il n'y avait pas que des particuliers qui boycottaient Israël: des centres culturels et communautaires, des terrains de sport, des théâtres, des squats, des mouvements populaires, des bars et des commerces tenaient aussi à exprimer leur opposition à l'apartheid israélien et leur soutien aux droits humains en Israël/Palestine. Palestine Info s'est entretenue avec des militant-e-s de Red Solidaria Contra la Ocupación de Palestina (RESCOP), qui ont voulu répondre à ce besoin en lançant la campagne pour des zones libres d'apartheid.

Aujourd'hui, il existe de nombreuses zones libres d'apartheid à Madrid et dans d'autres villes de l'État espagnol. Comment la campagne a-t-elle commencé?

Petit à petit. Nous avons commencé par prendre contact avec les bars, les magasins et les lieux de rencontre où nous nous trouvons régulièrement. Puis tout s'est accéléré. En quelques semaines à peine, de nombreux établissements avaient adhéré à la campagne pour les zones libres d'apartheid. C'était un effort conjoint auquel ont participé de nombreux groupes dans l'État espagnol. Nous avons donc recueilli les informations sur un site web (<https://boicotisrael.net/elai/>), avec une liste et une carte de tous ces lieux. Nous avons distribué aux responsables des commerces, des bars, des centres culturels et sociaux des autocollants qu'ils pouvaient coller sur les portes d'entrée et les vitrines afin de faire savoir que les droits humains des Palestinien-ne-s y étaient respectés et que toute complicité avec l'apartheid israélien y était rejetée.

Cette campagne représente pour nous, militant-e-s de BDS, une belle occasion de diffuser les messages du mouvement et de discuter avec les gens de ce qu'ils peuvent faire concrètement pour exprimer leur solidarité avec le peuple palestinien. Nombre de magasins ne vendaient



Le centre culturel «La Ingovernable» du centre-ville de Madrid s'est déclaré zone exempte d'apartheid – et affiche son soutien aux droits des Palestinien-ne-s.

déjà pas de produits en provenance d'Israël. Nous leur donnons maintenant la possibilité de montrer que le fait de ne pas offrir de tels produits répond à un choix moral délibéré.

Comment réagissent les propriétaires de commerces et de bars lorsque vous leur parlez pour la première fois de l'apartheid en Israël/Palestine et évoquez cette campagne?

Lors de nos visites dans les commerces, nous savons très bien que nous devons nous y prendre à plusieurs reprises. Parfois, le responsable est absent, et nous sommes quittes pour revenir un autre jour. Parfois, quand un produit israélien – par exemple des dattes Medjool de

la vallée du Jourdain occupée ou des produits cosmétiques Ahava – est en promotion, cela nous donne l'occasion d'expliquer, à l'aide d'un exemple concret, pourquoi ils devraient renoncer à le vendre.

Bien sûr, nos visites ont suscité différentes réactions. Mais le fait de se rendre dans les magasins pour parler de BDS et des possibilités que cette campagne offre aux propriétaires de défendre activement les droits des Palestinien-ne-s est une occasion parfaite pour délégitimer encore davantage l'apartheid israélien. Et en général, les réactions ont été très satisfaisantes.

Que doit faire un bar ou un commerce pour devenir une zone libre d'apartheid?

En fait, il est très facile de devenir une zone libre d'apartheid. Il leur suffit de nous dire qu'ils souhaitent soutenir la campagne. Ils doivent aussi, cela va sans dire, ne pas vendre de produits israéliens, ne pas participer à aucun événement culturel ou sportif parrainé par le gouvernement israélien, ou qui contribue à normaliser l'apartheid israélien. Sur la question de savoir si une occasion culturelle, sportive ou académique doit être boycottée, nous suivons les directives du Comité national palestinien BDS (BNC) et de la Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI)³.

En retour, nous ajoutons l'entreprise à notre liste de zones libres d'apartheid et distribuons les autocollants aux propriétaires afin qu'ils puissent, la tête haute, arborer leur refus de participer aux violations des droits humains en Israël.

Sur le site RESCOP, vous écrivez que cela représente une occasion de solidarité avec les Palestinien-ne-s qui «va au-delà des simples actions humanitaires et caritatives». Que voulez-vous dire par là?

Les Palestinien-ne-s nous ont répété maintes fois: «Ce n'est pas de charité que nous avons besoin, mais plutôt de solidarité politique». Les actions symboliques et les beaux discours en faveur de la Palestine abondent, mais dans les faits il ne se passe rien. C'est pourquoi nous, en tant que groupe de solidarité, avons pour principal objectif de sensibiliser les gens et de prendre des mesures concrètes. La campagne de boycott a été le sésame qui a marqué la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et c'est exactement ce que nous essayons maintenant de réaliser pour Israël/Palestine.

En fait, toutes les différentes campagnes de boycott – écono-

1 Apartheid Free Zone (AFZ).

2 L'État espagnol se compose de différentes nationalités (Nacionalidades) et régions. Le terme «Espagne» véhicule l'image trompeuse d'une nation commune — c'est pourquoi il est rejeté par la plupart des militant-e-s de gauche*.

2 Voir davidsheen.com/elections/ et la conférence de David Sheen sur [youtu.be/NEK2tXKE_hU](https://www.youtube.com/watch?v=NEK2tXKE_hU).

3 Les traductions en français sont disponibles sur le site de BDS Suisse: tinyurl.com/yjdjuhcd et tinyurl.com/y6sfvzdq

mique, culturel, institutionnel et universitaire – pointent du doigt l’impunité israélienne. Ensemble, nous indiquons clairement à Israël et à ses alliés que la société civile réagit aux violations des droits de l’homme et du droit international.

En ce sens, la campagne pour des zones libres d’apartheid vise à mettre fin à différentes formes de complicité avec le régime d’apartheid israélien. Les collectivités locales s’engagent à ne pas attribuer de mandats publics à des entreprises impliquées dans des violations flagrantes des droits humains, des crimes de guerre ou des crimes contre l’humanité, y compris le crime d’apartheid. Les commerces de proximité et les supermarchés retirent de leur assortiment les produits des entreprises qui profitent de la situation d’injustice. Et les centres culturels refusent de participer à la stratégie israélienne de l’«artwashing» [= normalisation par l’art; note de la réd.].

On trouve même, à Madrid, un petit commerce de vélos qui s’est déclaré zone libre d’apartheid. Tous les commerces peuvent-ils participer?

Oui, tous peuvent se joindre à la campagne et sont les bienvenus! Il y a des commerces de vélos, des coiffeurs, des herboristeries, des dentistes, des épicerie, qui sont des zones libres d’apartheid... vraiment un peu de tout.

En outre, de nombreux mouvements populaires se sont eux aussi déclarés zone libre d’apartheid. Cela nous donne l’occasion de construire un réseau solidaire qui nous aidera à prévenir diverses situations susceptibles de jouer en faveur de l’apartheid israélien. Un aspect très important de la campagne consiste à encourager un grand nombre d’entreprises différentes d’y participer: si les oppresseurs sont plus unis que jamais, nous le sommes aussi! Tous ceux et celles qui s’opposent au racisme, à l’oppression et à toutes les formes de discrimination sont invités à rejoindre la campagne des zones libres d’apartheid.

Mais si beaucoup de commerces ne vendaient déjà pas de produits israéliens avant, quel est l’effet de la campagne?

L’impact visuel est énorme. Entrer dans un bar ou un magasin qui arbore le logo de la campagne sur sa porte d’entrée est une très belle expérience! On sait qu’on peut y acheter sans avoir à se demander si notre acte servira à financer l’oppression des Palestinien-ne-s.

Les entreprises bénéficient à leur tour d’une plus grande visibilité en étant affichées dans notre site web et dans les médias sociaux. Et bien sûr, à chaque fois que quelqu’un voit le logo fièrement affiché à la porte du magasin, le mouvement BDS prend de l’ampleur. C’est ainsi que nous touchons également des personnes en dehors de nos cercles habituels. Nous construisons le mouvement par le bas, en nous développant horizontalement et en impliquant de plus en plus de personnes dans la lutte légitime contre l’apartheid.

Dans l’État espagnol, la campagne ne se limite pas aux petits commerces. Des villes entières comme Séville, Cordoue et Saint-Jacques-de-Compostelle se sont déclarées zones libres d’apartheid. Comment cela s’est-il produit?

Lors des élections locales de 2015, de nombreux candidat-e-s ont été élus dans des parlements municipaux et des régions proches des mouvements populaires ou des mouvements pour le droit à la ville, ce qui a créé les conditions idéales pour approcher les gouvernements locaux avec une proposition de devenir une région libre d’apartheid.

Il existe déjà de nombreuses zones libres d’apartheid non seulement dans l’État espagnol, mais aussi en Norvège, au Portugal et en Belgique. En juin 2018, la ville chilienne de Valdivia s’est déclarée zone libre d’apartheid. Et en Italie, la campagne pour des zones libres d’apartheid a été lancée il y a quelques semaines – avec déjà plus d’une centaine de «Spazi Liberi dall’Apartheid Israeliana» <https://tinyurl.com/afzitalia>. Dans un proche avenir, une carte mondiale commune représentera toutes ces zones. Des campagnes similaires sont en cours dans d’autres pays européens, dont la Suisse. Si vous souhaitez participer à la campagne suisse, veuillez contacter: info@apartheidfree.ch

L’idée de départ est d’améliorer les critères d’attribution des marchés publics afin que les droits humains soient respectés non seulement en Israël/Palestine, mais aussi dans l’ensemble du monde. Et c’est, après tout, une obligation qui incombe à chaque communauté.

Au total, plus de 80 collectivités locales de différentes régions de l’État espagnol ont adopté des résolutions sur les zones libres d’apartheid. En Catalogne, en Andalousie, aux Canaries... et dans le País Valencià, où le parlement de toute la Communauté valencienne – soit cinq millions d’habitants – a adopté une telle résolution. La ville de Valence, qui compte près d’un million d’habitants, a pris une décision similaire le 31 mai dernier: elle est ainsi la plus grande ville du monde à rejoindre le mouvement BDS et à se déclarer zone libre d’apartheid. Des initiatives similaires inspirées par cette campagne sont actuellement lancées dans d’autres régions du monde, en particulier en Europe du Nord et en Amérique latine.

Mais chaque médaille a son revers: en réaction à ces développements, un lobby israélien bien organisé s’est constitué dans l’État espagnol, presque exclusivement focalisé sur la lutte contre toutes les résolutions adoptées ou en passe de l’être en matière de zones libres d’apartheid. Heureusement, les collectivités locales ne sont pas prêtes à tolérer cette ingérence dans leurs affaires politiques et dans leur engagement en faveur du respect des droits humains.

Fausse perception en Allemagne

Roman Vonwil

Les institutions allemandes considèrent depuis longtemps que toute critique à l’égard d’Israël équivaut à de l’antisémitisme. La récente résolution du Bundestag est l’aboutissement d’un débat biaisé dans lequel la culpabilité par rapport au passé conduit à des conclusions étranges.

Le 17 mai 2019, le Bundestag allemand a approuvé une motion visant à qualifier le mouvement BDS d’antisémite¹. Sous le titre pompeux «Résolument contre le mouvement BDS – combattre l’antisémitisme», il est suggéré que le meilleur moyen de combattre l’antisémitisme en Allemagne est de condamner le boycott des produits israéliens et de ne pas soutenir financièrement les organisations «qui remettent en question le droit d’Israël à exister».

Pour comprendre comment un tel amalgame a pu se produire, il vaut la peine de se pencher sur le texte de la motion. Celui-ci fait référence à une «responsabilité historique particulière» qu’aurait l’Allemagne et qui l’engagerait à devoir garantir «la sécurité d’Israël»². La phrase «Plus jamais» signifie donc non pas protéger les juifs et les juives contre des attaques racistes, mais plutôt défendre inconditionnellement contre toute critique un État qui prétend représenter toutes les personnes d’origine juive.

En vertu de cette prémisse, même les juifs et les juives critiques à l’égard d’Israël sont incriminés en Allemagne. Ainsi, depuis un certain temps, l’association «Voix juive pour une paix juste au Proche-Orient» a subi à maintes reprises des attaques institutionnelles – du gel des comptes bancaires aux tentatives de lui refuser le Prix Göttingen pour la paix. Dans une lettre adressée au Parti libéral-démocrate

(FDP), auteur de la motion du Bundestag, l’association souligne le fait que la solidarité allemande avec Israël fait fi des leçons qu’enseigne l’histoire et fait remarquer avec ironie: «Les juifs en Allemagne qui ne déclarent pas passionnément leur loyauté envers l’État d’Israël ne sont pas du tout de vrais juifs. ... Et les vrais criminels ne sont pas les égarés injustement qualifiés d’antisémites qui attaquent les juifs ou profanent les synagogues et les cimetières juifs, mais plutôt les dizaines de milliers de traîtres juifs qui soutiennent le mouvement BDS dans le monde»³.

«Méthodes de la période nazie»

Une autre manière tout aussi aberrante d’interpréter le passé est la comparaison, répétée à maintes reprises, entre BDS et l’appel au boycott des entreprises juives lancé par les nazis. La motion du Bundestag déclare: «Les appels à boycotter les artistes israéliens et les autocollants apposés sur les marchandises israéliennes (...) rappellent également la phase la plus terrible de l’histoire allemande. Les autocollants «N’achetez pas» du mouvement BDS sur les produits israéliens évoquent inévitablement des associations avec le slogan nazi «N’achetez pas aux Juifs» et les graffitis correspondants sur les façades et vitrines des magasins.» Les politiciens allemands ne semblent

pas disposés à faire la distinction entre les campagnes d’extermination raciste et les boycotts légitimes à des fins politiques. L’on observe ainsi une tendance récurrente à répéter des contrevérités concernant le mouvement BDS. En 2017, par exemple, le maire de Berlin a affirmé que le BDS se tenait devant des magasins juifs avec des affiches antisémites⁴.

Il est compréhensible que les Allemands fassent des associations de ce genre parce qu’ils sont conscients de l’histoire de leur propre pays et il est évident que l’Allemagne, tout comme d’autres pays, doit afficher une position claire contre l’antisémitisme. Cependant, les efforts qui utilisent des procédés mensongers pour lier l’antisémitisme à la campagne BDS lancée par les Palestinien-ne-s pour pouvoir ensuite le condamner, semblent plutôt être une tentative d’externaliser leur propre culpabilité.

Une culture de débat vivant

Avant le vote au Bundestag, cette question ne suscitait pas beaucoup de débats – d’autant plus que de nombreux membres des Verts et de la gauche ont exprimé leur rejet simplement par l’abstention et le silence. Or depuis ce vote le débat est largement lancé dans le public allemand: débat sur la décision, dans lequel journalistes et intellectuels prennent position⁵. La condamnation catégorique de l’ensemble du mouvement BDS est critiquée à juste titre en tant qu’atteinte à la liberté d’expression. En particulier la déclaration des 240 éminents universitaires juifs et israéliens qui affirment clairement que l’amalgame entre BDS et antisémitisme n’aide pas la lutte nécessaire contre l’antisémitisme, a frappé juste.⁶ La résolution du Bundestag est un signe du soutien inconditionnel à un État d’apartheid et n’a rien à voir avec la lutte contre l’antisémitisme.

1 Il existe de nombreux articles à ce sujet, par exemple: tinyurl.com/bundestag-verurteilung
2 tinyurl.com/bundestag-bds
3 La lettre et d’autres textes dignes d’être lus peuvent être consultés sur le site Internet de la Voix juive: www.juedische-stimme.de et tinyurl.com/Brief-danke-fdp
4 tinyurl.com/method-nazi-time
5 Par exemple: tinyurl.com/theologen-kritisieren ou tinyurl.com/bds-meinungsfreiheit
6 tinyurl.com/aufruf-bundesregierung

Impressum

Palestine Info Eté 2019, tirage all. 2200 ex., fr. 700 ex.

Editeur : Palästina-Solidarität Region Basel, BP 4070, 4002 Bâle

Traductions : Feyrouz Ounaies, Brigitte Reins et autres

Mise en page : Georg Iliev, popolo GmbH

www.palaestina-info.ch info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

IBAN: CH31 0900 0000 4075 6856 2

Assimilation de BDS à l'antisémitisme:

lettre aux membres du gouvernement allemand

Aux membres du gouvernement allemand

Je vous écris au sujet de la motion récemment adoptée par le Bundestag, laquelle assimile BDS à l'antisémitisme. Je vous écris aussi en tant que juive, en tant que fille de survivants de l'Holocauste, et en tant que spécialiste du conflit israélo-palestinien.

Taube, ma mère, et Abraham, mon père, ont survécu Auschwitz, ainsi qu'à d'autres horreurs. Mon père fut le seul à survivre d'une famille de six enfants; ma mère, dont la famille était pourtant plus nombreuse que celle de mon père, se retrouva avec une seule sœur. Je sais très bien que ces personnes, si elles étaient encore en vie aujourd'hui, seraient terrifiées par la motion que l'on vous demande d'approuver, car il est évident que celle-ci touche à la répression aussi bien de la tolérance que de témoignages d'expériences vécues. Sans vouloir insister sur ce que d'autres ont déjà écrit pour protester contre votre action, je voudrais néanmoins partager quelques réflexions.

En septembre 2014, j'ai répondu à l'invitation de la Fondation Heinrich Böll pour m'exprimer à propos de Gaza, juste après les événements tragiques de l'été. Mon exposé terminé, j'ai vu un homme se lever, manifestation agitée. Il soutenait avec véhémence que, compte tenu de leur passé historique, les Allemands ne pouvaient que difficilement, voire pas du tout critiquer Israël. En d'autres termes, il estimait que les Allemands ne devraient jamais se livrer à de telles critiques. Il semblait tenir à ce que j'accepte son propos.

Je ne l'accepte pas. Et mes parents ne l'accepteraient pas non plus.

Voici la réponse que je lui ai adressée, et que je vous transmets maintenant: si votre histoire vous a imposé un fardeau et une obligation, c'est afin de défendre non pas Israël mais la justice. C'est ce que le judaïsme, et non le sionisme, exige. Votre obligation ne consiste pas à faire d'Israël ou du peuple juif un cas à part, ni à excuser l'injustice de manière sélective parce qu'il s'avère que ce sont les juifs qui la commettent; votre obligation est de soumettre Israël et les juifs aux mêmes critères éthiques et moraux que n'importe qui d'autre, vous-mêmes compris. Si vous estimez qu'en refusant de critiquer l'occupation brutale d'Israël – et en punissant ceux qui le font – vous protégez et sécurisez l'État d'Israël ou la place du peuple juif dans le monde, vous vous trompez lourdement. Votre attitude aboutit exactement au contraire: en insistant pour traiter les juifs comme une exception, vous nous fragilisez en nous présentant à nouveau comme une anomalie, une intrusion, une négation de l'Europe. Elle nous rend plus vulnérables et nous prive de toute protection contre le racisme et le véritable antisémitisme qui resurgissent un peu partout dans le monde.

Votre sentiment de culpabilité – si le mot est correct – ne devrait pas porter sur la critique d'Israël. Il devrait porter sur le silence face à l'injustice, comme l'ont compris tant de gens des générations avant vous, pendant et après l'Holocauste.

J'ai perdu ma famille, ma grande famille à cause du fascisme et du racisme. En approuvant la motion qui allègue que BDS est antisémite – quoi que l'on puisse penser de BDS –, on criminalise le droit à la liberté d'expression et à la dissidence et ceux et celles qui choisissent de l'exercer. C'est exactement ainsi que le fascisme prend racine. Par la même occasion, vous banalisez et dénaturez le sens réel de l'antisémitisme. Comment expliqueriez-vous cela à Taube et à Abraham?

*Meilleures salutations,
Dr. Sara Roy*

Source:
Counterpunch, tinyurl.com/ly45p2pzQ



Manifestation devant le Bundestag allemand pour protester contre la décision anti-BDS.